

➤ **2<sup>ème</sup> thème (2.2) : Quels sont les répertoires de l'action politique ?**

**Introduction :** Pourquoi les régimes autoritaires organisent-ils des élections ?

Le but des élections ne se limite pas à la désignation des représentants. En effet, même si le vote est une forme de participation politique (soit l'ensemble des activités politiques visant à influencer les choix gouvernementaux), on voit bien que dans le cas du régime iranien, le vote remplit une autre fonction qui est de donner une légitimité (fictive) vis-à-vis de l'extérieur à un gouvernement qui n'est pas démocratique.

Le vote n'a donc pas seulement pour fonction de désigner des représentants (1<sup>ère</sup> partie) et la participation politique peut prendre la forme d'actions de protestation assez variées qui évoluent à travers le temps (2<sup>ème</sup> partie).

## I – Les répertoires de l'action politique sont divers

### 1) L'acte électoral fait partie du répertoire mais ne s'y résume pas

-L'acte électoral sert à désigner des représentants mais aussi à leur donner une légitimité.

1/68

Il permet le choix des gouvernants (et le jugement d'une politique) de manière pacifiée et évite les épisodes violents comme les révolutions pour changer de régime. Le droit de vote contrôle efficacement les gouvernants ; en cas d'échec ou de mauvaise gouvernance ils peuvent être remplacés ou démis ; il leur assure aussi une légitimité qui leur permet de prendre des décisions sans en référer constamment au peuple pendant leur mandat. Cette légitimité n'est toutefois pas acquise définitivement et doit être défendue et réactivée à travers des actes.

-L'acte électoral est un rituel qui réactive le sentiment d'appartenance à une communauté politique. Les contours de cette communauté se sont élargis avec le suffrage universel tandis que l'individualisation du droit de vote a donné plus de sens à la notion d'égalité.

L'introduction de l'isoloir en 1913, **Doc1**, marque une évolution importante dans la ritualisation (ensemble de procédures qui encadrent le vote) de l'acte électoral. Le vote devient réellement secret et laisse ainsi l'électeur à l'abri des pressions des groupes et des notables. C'est un pas vers l'individualisation du vote qui va de pair avec son universalisation (1791 : les domestiques n'ont pas le droit de vote et le vote est censitaire ; 1848 : suffrage universel masculin ; 1944 : droit de vote des femmes). L'individualisation donne ainsi tout son sens à la notion d'égalité puisque les électeurs peuvent réellement décider librement sans pression extérieure.

-Il existe toutefois d'autres actions politiques de participation individuelles dites conventionnelles. On peut citer les pratiques civiques suivantes : S'intéresser à la chose publique (lecture presse, participation débats, démocratie participative et délibérative cf. chapitre précédents), Adhérer à une organisation (cf. chapitres précédents sur les parties ou les groupes d'intérêts, associations, syndicats)] **p324**

### 2) L'action de protestation a une dimension individuelle et collective

Le citoyen peut aussi exercer son influence sur les gouvernants à travers des actions non conventionnelles dites de protestation. La protestation peut être individuelle ou collective

-Dans le cas d'une protestation à dimension individuelle (Docs 3 et 4), le citoyen peut essayer d'exercer son influence sur les pouvoirs publics par des moyens qui ne sont pas toujours conventionnels comme le refus d'obéir ou la grève de la faim. Dans les deux cas, on observe : a) Une action en direction des pouvoirs publics b) La volonté de protester contre une mesure qui ne leur paraît pas légitime (le nouveau programme scolaire pour l'un et le financement des communes pauvres pour l'autre) malgré l'existence de procédures démocratiques (élection d'un nouveau gouvernement, règles de gestion publiques) jugées insuffisantes.

-Les actions de protestation à dimension collective sont multiples. **4/71** : Pétition, manifestation autorisée, boycott, grève sauvage, occupation de bureaux ou d'usines.

Globalement, le potentiel protestataire augmente puisque pour les pétitions, le % a augmenté de

21 points en 27 ans de 1981 à 2008, la manifestation de 17pts etc... La pétition et la manifestation sont parmi les pratiques protestataires les plus fréquentes.

- Une action de protestation collective pour être identifiée en tant que telle doit comporter plusieurs critères. 3/71 L'action doit être collective (organisée par un syndicat ou une association par exemple), être porteuse de revendications (contre la réforme des retraites, pour le mariage pour tous) qui s'adressent directement et publiquement (ce n'est pas caché) aux pouvoirs publics en mettant en cause (=protestation, contestation) leur action.

## II – Les répertoires de l'action politique évoluent

### 1) Quand l'ordre politique se transforme

Les répertoires d'action politique sont un ensemble prédéterminé de moyens d'action connus et utilisables par les individus dans le cadre de leur participation politique au sein d'une société donnée à une époque donnée.

-Quand la société se transforme politiquement (centralisation du pouvoir, démocratisation) et économiquement (développement du capitalisme et du salariat), les répertoires d'action se transforment aussi. 4/75, 3/75 Au cours des deux derniers siècles en France, le *lieu des actions politiques* a eu tendance à s'élargir, du local au national puis aujourd'hui parfois international. *Le mode d'organisation* des mouvements a changé, passage de mouvements plus ou moins spontanés encadrés par des notables à des mouvements (manifestations) institutionnalisés, reconnus, portés par des organisations autonomes (syndicats, associations). *Les moyens de faire entendre ses revendications* se sont élargis soit par l'accès aux nouvelles techniques (médiatisation, internet) soit par de nouvelles formes de contestation fondées sur l'expertise ou la délibération (forums) pour ce qui concerne les répertoires d'action les plus récents. *Le recours à des formes violentes d'action collective a marqué un recul* au cours des siècles passés même si le recours parfois à des séquestrations ou occupations illégales montrent que ce répertoire n'a pas complètement disparu.

-L'utilisation d'internet tend à élargir le répertoire d'action politique des individus. Doc3 Que ce soit dans une démarche de participation civique (trouver des informations, donner son point de vue) ou de protestation collective (pétition en ligne ou appel à manifestation sur Face book dans les révolutions arabes), internet permet de renforcer les possibilités de participation. Toutefois l'impact de son utilisation ne doit pas être sur-estimé, le passage par le net est aussi dépendant de l'existence d'actions de protestations réelles dont la toile se fait le relais (ex : tabassage lors d'une manifestation retransmis sur youtube).

### 2) En fonction de la conjoncture

-Le répertoire d'action va changer selon la conjoncture sociale et l'évolution des mœurs. Le mouvement féministe dans les années 70 marque une évolution du répertoire d'actions à la fois par ses modes d'action et par la nature de ses revendications tournées vers des valeurs et non des aspects matériels. Les moyens d'actions sont inédits (médiatisation du procès d'un avortement, déclaration publique d'avortement de personnalités Doc 4, gerbe sur la tombe de la femme du soldat inconnu) afin de contester la domination masculine dans une société que les revendications de mai 68 avaient fragilisées. Le mouvement féministe a fait partie des « nouveaux mouvements sociaux » marquant l'entrée de revendications culturelles (les droits) et non plus seulement économique dans le domaine politique.

-Le choix des actions politiques va être influencé par la conjoncture politique. Suivant le contexte politique (gouvernement de droite ou de gauche) et suivant les enjeux du moment, les citoyens auront recours plus souvent à des manifestations dans un contexte où ils ne sont pas majoritaires à l'assemblée. Exemple récent des manifestations anti mariage gay sous un gouvernement socialiste ou à l'inverse, les manifestations contre la réforme des retraites sous gouvernement de droite. Il ne s'agit toutefois pas d'une évolution du répertoire d'actions politiques mais du choix opéré parmi le répertoire d'actions.